

17 mars 2015

## **REMISE À LA RUE DES SANS-ABRI AU PRINTEMPS : LE GOUVERNEMENT DOIT RÉAGIR**

Actuellement le 115 ne peut répondre à 57 % des demandes d'hébergement qui lui sont adressées par les personnes sans abri. Et c'est précisément dans ce contexte de crise que se prépare la fermeture des places ouvertes au cours de l'hiver. **Comme chaque année, cette fermeture, décidée par l'Etat, remettra à la rue plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à partir du 31 mars, date à laquelle s'achèvent les plans hiver et reprennent les expulsions locatives.** De nouveaux ménages viendront ainsi gonfler la longue liste d'attente de ceux auxquels la collectivité publique ne parvient même pas à offrir le gîte pour une nuit.

Les associations et les travailleurs sociaux qui ont accompagné ces personnes n'acceptent pas ce scénario cyclique et absurde, surtout **quand la fin de la gestion au thermomètre a été érigée par le gouvernement en 2012 comme un objectif prioritaire du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté.**

La situation est particulièrement critique dans certaines villes :

- **A Lyon, ce sont près de 300 personnes qui sont menacées de remise à la rue** sur les 800 personnes hébergées actuellement dans le dispositif hivernal, en décélération depuis la mi-février. Elles viendront s'ajouter aux 1 300 personnes qui ont sollicité le 115 ces deux dernières semaines sans avoir obtenu de réponses.
- **A Lille, 300 personnes sont menacées de remise à la rue**, alors que la métropole lilloise compte environ chaque jour 500 demandes d'hébergement non satisfaites.
- **A Toulouse, plus de 100 places hivernales vont fermer entre mars et mai**, sans solution déterminée de relogement pour les personnes isolées et les familles qui y sont hébergées. Autre inquiétude majeure, l'incertitude quant au devenir de plus de 450 familles à l'hôtel alors que le 115 a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises dès janvier.
- **A Bordeaux, ce sont 250 places qui vont fermer au 31 mars**, sans solutions proposées à ce jour aux personnes qui y sont actuellement hébergées; avec une incertitude sur le sort des personnes actuellement hébergées à l'hôtel dans le cadre du plan froid.

- **A Paris**, à 15 jours de la fin de la campagne hivernale, l'Etat n'a toujours pas communiqué aux associations un état global des fermetures de places **alors que près de 200 demandes au 115 restent non pourvues chaque jour**, et que de nombreuses personnes n'appellent plus le numéro d'urgence faute de solutions.

- **A Grenoble**, **240 personnes hébergées seront sans solution au printemps**, elles s'ajouteront aux 150 personnes qui appellent le 115 chaque jour et qui n'obtiennent pas de réponses, et aux centaines de personnes en squats.

**Face à ces situations dramatiques, la FNARS demande au gouvernement de mobiliser les préfets pour trouver des solutions d'orientation et d'accompagnement afin que personne ne soit remis dehors, sous la contrainte, au printemps.** Les associations sont prêtes à être force de proposition et demandent depuis janvier à être associées pour anticiper les fermetures.

**A très court terme, la FNARS demande le maintien des places dans les structures d'hébergement d'urgence et la réouverture, très rapide, de celles qui ont déjà été fermées, le temps qu'une solution digne et durable soit proposée.** Qu'il s'agisse des places en hôtel ou dans d'autres types de structures, l'urgence doit rester temporaire et la création de places pérennes devra être privilégiée pour en finir avec le fonctionnement coûteux et inefficace de la gestion saisonnière des sans abri.

**La Fédération alerte également les pouvoirs publics sur la pression extrême que subissent les travailleurs sociaux** contraints de remettre les personnes à la rue sans pouvoir leur proposer de solution. L'exaspération de ces équipes s'est déjà traduite par des mouvements de protestation des 115. Si des solutions ne sont pas dégagées, ces mouvements risquent de s'amplifier dans les semaines à venir.

**Contact presse :**

Céline Figuière - 01 48 01 82 06 - [celine.figuiere@fnars.org](mailto:celine.figuiere@fnars.org)